

**Conseil économique et social**

Distr. générale

13 février 2023

Français

Original : anglais

**Commission économique pour l'Afrique****Commission africaine de statistique**

Huitième réunion

Addis-Abeba, 24-26 octobre 2022

Point 3 de l'ordre du jour

**Programme de statistique de la Commission économique pour l'Afrique :  
questions statutaires****Rapport intérimaire sur la mise en œuvre du  
Système de comptabilité nationale de 2008 en  
Afrique et des systèmes statistiques connexes****I. Introduction**

1. On trouvera dans le présent rapport des informations sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre en Afrique du Système de comptabilité nationale de 2008 (SCN 2008) et du Système de comptabilité environnementale et économique (SCEE) depuis la dernière réunion de la Commission africaine de statistique, à savoir d'octobre 2020 à juin 2022. Y sont également présentées les principales initiatives prévues pour la prochaine période. Ce rapport est produit par le Centre africain pour la statistique, en collaboration avec les partenaires de développement qui soutiennent le développement de statistiques économiques sur le continent.

2. Cette période a été marquée par des défis et des changements notables du fait de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), à laquelle il a fallu faire face. Les systèmes statistiques nationaux africains ont fait preuve d'une grande résilience pendant cette période difficile. Au cours des deux dernières années, tous les pays, en collaboration avec les institutions et les partenaires panafricains, ont déployé de gros efforts et accompli des progrès considérables dans la mise en œuvre du système de comptabilité nationale de 2008 et l'amélioration d'autres statistiques économiques à l'appui de la bonne gouvernance économique, de l'intégration régionale et du développement durable.

3. Le rapport offre une vue d'ensemble des activités entreprises pour la mise en œuvre et le développement du SCN 2008, ainsi que des faits nouveaux et réalisations dans les domaines suivants :

- a) Actualisation et rebasage du produit intérieur brut (PIB) ;
- b) Actualisation du SCN 2008 ;
- c) Établissement de tableaux des ressources et des emplois et de statistiques sur les échanges en valeur ajoutée ;
- d) Comptes nationaux trimestriels ;
- e) Développement du SCEE ;
- f) Programme de comparaison internationale ;



g) Approche différente de la collecte de données sur l'indice des prix à la consommation.

4. Le rapport a été établi essentiellement sur la base des informations tirées des réponses à un questionnaire distribué aux pays et aux partenaires en mai et juin 2022. Pour les pays comme pour les partenaires, le questionnaire portait sur les activités en cours et achevées (y compris les séminaires, les ateliers, les missions d'assistance technique, les voyages d'étude et autres), leur but et leurs objectifs, les pays bénéficiaires, la période couverte et les publications. Le questionnaire portait également sur les difficultés rencontrées, les questions de durabilité et le plan de travail pour les activités restantes. Le présent rapport n'est peut-être pas exhaustif en dépit des efforts faits pour le rendre inclusif, du fait d'une couverture limitée.

## **II. Mise en œuvre et perfectionnement du Système de comptabilité nationale de 2008**

### **A. Actualisation et rebasage du produit intérieur brut**

5. La mise en œuvre du SCN 2008, qui constitue une initiative à l'échelle mondiale, crée les conditions voulues pour une amélioration de la qualité, de la disponibilité, de la constance et de l'uniformité des statistiques économiques et des comptes nationaux. Le rebasage (ou changement de l'année de base/de référence) est important car il permet, dans le cadre de statistiques économiques, de tenir compte des derniers changements structurels, des prix de base et des tendances de l'inflation. C'est une procédure complexe qui nécessite la participation et l'appui des fournisseurs de données, des utilisateurs de données et des autres parties prenantes et parties intéressées.

#### **1. Situation actuelle**

6. Pour fournir aux utilisateurs des données exactes et pertinentes, 28 % des organismes nationaux de statistique africains ont élaboré une stratégie à long terme visant à actualiser l'année de référence de leurs données et à moderniser le processus de compilation des comptes nationaux au cours des deux dernières années. Bien que des progrès aient été enregistrés dans les pays, nombre d'entre eux ont encore des années de référence qui remontent à plus de cinq ans. Selon les résultats d'une auto-évaluation, 87 % des pays du continent ont déjà adopté le SCN 2008 ou sont en passe de le faire. Depuis 2020, 16 États membres ont entamé le processus de transition vers le SCN 2008. Ils en sont à différents stades du processus : certains ont déjà publié des résultats préliminaires (Algérie, Botswana, Cabo Verde, Malawi, Mali, Rwanda et Tunisie), et d'autres en sont encore au stade de la collecte et du traitement des données de base (Comores, Congo, République démocratique du Congo, Guinée équatoriale, Éthiopie, Gabon, Madagascar, Sao Tomé-et-Principe et Sierra Leone).

7. Pour que tous les pays puissent effectuer une transition complète vers le SCN 2008, un appui technique supplémentaire est nécessaire, en particulier pour ceux qui ont des difficultés à mobiliser les ressources nécessaires pour procéder aux études initiales, qui sont fondamentales pour lancer un processus de rebasage du PIB. Étant donné que des travaux sont actuellement en cours pour actualiser la méthodologie relative au SCN 2008, les pays doivent se hisser à ce niveau de référence. L'état actuel de la situation, tel qu'il ressort de l'enquête menée par la Commission économique pour l'Afrique (CEA) en mai 2022, est présenté dans le tableau 1 ci-après.

## 2. Activités

8. La Banque africaine de développement a organisé deux webinaires régionaux, un pour les pays africains francophones et un autre pour les pays anglophones, sur la compilation des comptes nationaux en novembre 2021. En 2022, la Banque a lancé son programme d'assistance technique pour le rebasage du PIB au Burundi, au Tchad, à Sao Tomé-et-Principe, aux Comores, en Sierra Leone et en République-Unie de Tanzanie. Conjointement avec l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE), la Banque a également apporté son soutien à l'Égypte pour le rebasage du PIB et l'utilisation de l'outil ERETES – un logiciel élaboré par l'INSEE pour les comptes nationaux. Elle fournira une cartographie de la mise en œuvre du SCN 2008 en Afrique dans un rapport prévu pour décembre 2022. La Banque continuera à appuyer le rebasage des comptes nationaux au niveau des pays (Burundi, Tchad, Égypte, Sao Tomé-et-Principe et République-Unie de Tanzanie) et la mise en œuvre d'ERETES.

9. La Commission de l'Union africaine, par l'intermédiaire de son Institut de statistique de l'Union africaine (STATAFRIC), a organisé des webinaires sur les comptes nationaux et des missions d'assistance technique à distance. En janvier 2021, STATAFRIC a organisé un atelier en ligne sur les problèmes de compilation des comptes nationaux annuels dans le contexte de la pandémie de COVID-19 pour les pays anglophones. Pour les pays francophones, un atelier similaire a été organisé en février 2021. Tout au long de 2021, STATAFRIC a soutenu le Burundi et Cabo Verde dans la mise en œuvre du SCN 2008 et dans la recherche d'améliorations dans plusieurs domaines statistiques.

10. En mars 2021, la Commission de l'Union africaine a organisé un atelier en ligne sur l'utilisation des comptes nationaux de la santé conformément au Système de comptes de la santé de 2011 pour la compilation des comptes nationaux en Afrique. En décembre 2021, conjointement avec des institutions panafricaines, la Commission a organisé une réunion du Groupe africain de la comptabilité nationale. La réunion avait pour objet de donner un nouvel élan au groupe technique spécialisé du Groupe africain pour relancer et poursuivre ses activités et les orienter en vue de résultats plus efficaces, sous la coordination de STATAFRIC.

11. Au cours des années 2021 et 2022, les centres techniques régionaux du Fonds monétaire international (FMI) en Afrique ont continué de promouvoir la compilation et la diffusion de comptes nationaux et de données économiques de qualité, conformes aux normes et aux meilleures pratiques internationales. Leur programme de travail a également été conçu pour renforcer la sensibilisation et fournir un appui face aux défis liés à la COVID-19 pour la compilation des données du PIB et assurer la continuité de l'établissement de l'indice des prix à la consommation.

12. De 2021 au premier semestre 2022, le FMI, par l'intermédiaire de ses centres techniques régionaux en Afrique et au Moyen-Orient, ainsi que de son siège, a mené plus de 90 missions d'assistance technique, dans le but essentiellement d'appuyer les pays à procéder au rebasage du PIB, à élaborer des estimations trimestrielles du PIB et des indicateurs à haute fréquence, ou à améliorer la compilation des comptes nationaux. Le FMI a apporté une aide à 20 pays dans le cadre du processus de rebasage du PIB. Le Fonds a fourni un appui technique supplémentaire à certains États membres pour la compilation des données du PIB, en fonction de leurs besoins. On trouvera dans le tableau 2 ci-après une présentation de ces missions ainsi que des formations sur les extensions de PIB et l'utilisation des indices de prix.

13. En 2021, l'INSEE a mis en place des missions d'assistance technique et un appui en ligne pour le rebasage du PIB en Algérie, à Cabo Verde et en Tunisie, et prodigué une présentation détaillée d'ERETES au Soudan, qui a opté pour cet outil informatique. L'INSEE a organisé un séminaire de groupe

d'experts pour valider les spécifications de la nouvelle version d'ERETES pour les pays utilisateurs avancés et a mené des missions d'assistance technique dans les nouveaux pays utilisateurs. En 2022, l'INSEE a fourni un appui technique à l'Algérie pour le rebasage du PIB, et à la Tunisie pour l'établissement de bilans et de comptes satellites, ainsi que sur l'utilisation d'ERETES pour la compilation des comptes nationaux.

14. En juin 2022, l'Autorité intergouvernementale pour le développement a organisé une réunion inaugurale à l'intention de ses États membres (Djibouti, Éthiopie, Kenya, Ouganda, Somalie, Soudan du Sud et Soudan) travaillant sur les comptes nationaux. La réunion avait pour but d'obtenir des informations sur l'état d'avancement de la mise en œuvre du SCN 2008, les projets d'actualisation et les besoins en matière de renforcement des capacités.

15. L'Observatoire économique et statistique d'Afrique subsaharienne, connu sous le nom d'AFRISTAT, a fourni un appui à plusieurs de ses États membres (Burundi, Djibouti, Gabon, Guinée, Mali, Tchad et Togo) sur le rebasage du PIB, l'élaboration des comptes nationaux conformément au SCN 2008, l'utilisation de l'outil ERETES pour la compilation de données aux fins de l'établissement des comptes nationaux, le rattrapage ou la réduction du retard s'agissant de l'établissement de la comptabilité nationale, et l'extrapolation rétrospective (backcasting) des comptes nationaux.

16. En 2017, la CEA a lancé une initiative sur le calcul du PIB des villes en Afrique et a apporté un appui technique à six villes pilotes, à savoir : Accra, Yaoundé, Harare, Kigali, Lusaka et Maseru, sur l'estimation de leur PIB. Une réunion de groupe d'experts a été organisée le 16 juin 2022 pour un examen approfondi du projet de rapport sur l'estimation du PIB des villes, en s'appuyant sur les enseignements tirés, les bonnes pratiques et les stratégies et méthodes utilisées dans les villes pilotes, le but étant de garantir la qualité, la pertinence et l'applicabilité sur le plan pratique du processus aux niveaux municipal et infranational.

17. La Banque mondiale met actuellement en œuvre plusieurs projets statistiques nationaux et régionaux qui apportent un appui à l'établissement des comptes nationaux, en particulier leur rebasage et leur conformité au SCN 2008. En plus de soutenir les organisations régionales et sous-régionales dans leurs activités de comptabilité nationale, ces projets fournissent un appui financier et une assistance technique aux pays pour des activités spécifiques (rebasage au Burkina Faso, soutien matériel et collecte de sources de données au Libéria, amélioration des comptes nationaux au Ghana, rebasage au Niger, mise en œuvre du SCN 2008 au Gabon, amélioration des sources de données à Cabo Verde, etc.).

## **B. Actualisation du SCN 2008**

18. Des travaux sont actuellement en cours pour actualiser le SCN 2008 à l'échelle mondiale, afin de tenir compte de l'évolution de l'environnement économique, des progrès de la recherche méthodologique et de l'évolution des besoins des utilisateurs. Le programme est conduit par le Groupe de travail intersecrétariats sur la comptabilité nationale et le Groupe consultatif d'experts de la comptabilité nationale. Le processus d'actualisation du SCN 2008 s'est concentré sur une approche à trois volets axée sur l'utilisateur, s'appuyant sur la recherche technique et une large consultation, tout en veillant à assurer une cohérence globale avec les autres normes statistiques du système de statistiques économiques. Il comprendra notamment un volet évaluation et estimations expérimentales, dans le cadre duquel les pays pilotes testeront et mettront en œuvre de manière expérimentale la nouvelle méthodologie et les nouvelles approches.

## 1. Situation actuelle

19. Pour appuyer les changements méthodologiques concernant le SCN 2008, des équipes spéciales ont été chargées de produire des notes d'orientation. À ce jour, la plupart des travaux de recherche ont été menés ; certaines notes d'orientation ont reçu le visa de publication ; et d'autres sont en passe de l'obtenir pour une consultation à l'échelle mondiale.

## 2. Activités

20. La Banque africaine de développement contribue au processus d'actualisation du SCN 2008 en dirigeant la production de la note d'orientation sur le cadre d'évaluation de la conformité aux normes statistiques économiques internationales. La note vise à concevoir un certain nombre de cadres destinés à évaluer la conformité au SCN, au *Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale* du FMI et au *Manuel de statistiques de finances publiques*.

21. Pour appuyer le programme mondial de révision et d'actualisation du SCN 2008, la CEA a organisé, conjointement avec la Division de statistique, une série de séminaires régionaux en ligne pour réunir les responsables chargés des comptes nationaux en Afrique et d'autres parties prenantes, ainsi que les experts du Groupe de travail intersecrétariats sur la comptabilité nationale, du Groupe consultatif d'experts de la comptabilité nationale et les équipes spéciales, afin d'encourager la participation active et le dialogue des organismes nationaux de statistique d'Afrique dans le programme d'actualisation.

22. À ce jour, trois webinaires ont eu lieu : le premier, qui s'est tenu le 17 juin 2021, a fait le point de la situation sur le processus d'actualisation du SCN 2008, afin d'informer les États membres de la nouvelle approche et de la nouvelle portée de la recherche ; le deuxième, qui s'est tenu les 17 et 18 novembre 2021, a permis à tous les pays africains d'être associés et de participer directement au programme mondial d'actualisation du SCN, notamment en discutant des notes d'orientation, et a encouragé la participation au volet évaluation et estimations expérimentales ; et le troisième webinaire thématique régional, qui s'est tenu du 6 au 9 juin 2022, s'est concentré sur cinq domaines prioritaires et sujets thématiques, à savoir : communication, systèmes financiers et systèmes de paiement, mondialisation, bien-être et durabilité, et finance islamique.

## C. Établissement de tableaux des ressources et des emplois et de statistiques sur les échanges en valeur ajoutée

23. Le cadre des tableaux des ressources et des emplois est l'un des outils les plus importants du SCN. L'intégration de toutes les composantes des approches sous l'angle de la production, des recettes et des dépenses facilite le processus de vérification croisée et assure la cohérence et la cohésion du calcul du PIB et des comptes nationaux. Les tableaux des ressources et des emplois sont la composante essentielle de la production de statistiques sur les échanges en valeur ajoutée, et sont considérés comme un outil déterminant pour mieux comprendre l'économie mondiale d'aujourd'hui<sup>1</sup>. Le calcul des indicateurs d'échanges en valeur ajoutée repose sur l'intégration des tableaux des ressources et des emplois et d'autres statistiques économiques, telles que celles sur le commerce.

<sup>1</sup> E/2015/24-E/CN.3/2015/40 (Commission de statistique de l'Organisation des Nations Unies, 2015).

## 1. Situation actuelle

24. Le tableau des ressources et des emplois est utilisé dans de nombreux pays africains comme cadre général de calcul des comptes nationaux. Grâce aux efforts importants déployés pour compiler ces tableaux, 89 % des pays déclarent disposer d'au moins un tableau de ce type. Alors que les pays francophones actualisent leurs tableaux des ressources et des emplois chaque année, les autres pays suivent une fréquence d'actualisation d'au moins une fois tous les cinq ans. Comme le montre le tableau 1 ci-après, 46 % des pays l'actualisent chaque année et disposent de tableaux remontant à 2010, et 35 % disposent de tableaux remontant à 2017.

25. Jusqu'en 2021, seuls trois pays africains (l'Afrique du Sud, le Maroc et la Tunisie) étaient inclus dans la base de données des échanges mondiaux en valeur ajoutée tenue par l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Les améliorations apportées aux tableaux des ressources et des emplois et aux statistiques économiques connexes ont permis d'inclure le Cameroun et le Sénégal dans la base de données, et trois autres pays (Côte d'Ivoire, Égypte et Nigéria) devraient y être intégrés en 2023.

## 2. Activités

26. La CEA, en collaboration avec la Banque mondiale, l'OCDE et l'OMC, et avec l'appui de l'Office for National Statistics du Royaume-Uni et de la Division de statistique, a poursuivi son programme de renforcement des capacités visant à aider les pays à actualiser, compiler et utiliser les tableaux des ressources et des emplois. Le FMI fournit également une assistance technique au processus de compilation des tableaux des ressources et des emplois dans le cadre du rebasage et de l'actualisation des comptes nationaux annuels.

27. En 2021, la CEA a mis au point ses projets d'assistance technique pour l'Eswatini, les Seychelles et la Zambie, en produisant des tableaux des ressources et des emplois pour chacun de ces pays.

28. Tout au long des années 2021 et 2022, l'équipe du projet africain sur les tableaux des ressources et des emplois et les échanges en valeur ajoutée, à savoir la CEA, l'OMC et l'OCDE, a travaillé avec les pays auxquels étaient destinés le projet (Cameroun, Côte d'Ivoire, Égypte, Nigéria et Sénégal) et a fourni un appui technique pour leur intégration dans la base de données mondiale sur les échanges en valeur ajoutée. S'inspirant de l'initiative du projet africain, la CEA a lancé le processus de création d'un tableau régional d'entrées-sorties pour l'Afrique dans le but d'appuyer les analyses et les politiques économiques et commerciales régionales, telles que celles de la Zone de libre-échange continentale africaine.

## D. Comptes nationaux trimestriels

29. Les comptes nationaux trimestriels jouent un rôle important, car ils donnent des informations à court terme et actualisées, nécessaires pour la prise de décisions et la surveillance de l'économie. Il faut, pour les établir, des instruments statistiques et des données à court terme de qualité pour que les utilisateurs disposent d'un jeu d'informations comparables et fiables.

### 1. Situation actuelle

30. En 2022, 56 % des pays ayant répondu aux enquêtes menées par la CEA (2020 et 2022) ont compilé des données et diffusé des chiffres trimestriels sur le PIB, contre 50 % en 2020. L'ensemble des pays calculent le PIB sous l'angle de la production et environ la moitié d'entre eux complètent cette méthode par un calcul sous l'angle des dépenses. L'Afrique du Sud calcule son PIB

trimestriel selon les trois méthodes (production, dépenses et recettes). On trouvera dans le tableau 1 ci-après les résultats de l'enquête.

## 2. Activités

31. En mars 2021, STATAFRIC a organisé une réunion virtuelle sur l'élaboration des comptes nationaux trimestriels à l'intention des pays francophones. L'objectif était d'évaluer les progrès accomplis par les pays dans l'élaboration de ces comptes, en examinant l'impact de la pandémie de COVID-19 et la mise en œuvre des directives de l'Union africaine pour le calcul des comptes nationaux trimestriels dans le contexte de la crise liée à la pandémie.

32. Le FMI a apporté un appui technique à des pays africains pour l'établissement du PIB trimestriel sous l'angle de la production et celui des dépenses, à prix courants et à prix constants. Des missions ont été entreprises dans un certain nombre de pays, dont le Bénin, le Botswana, le Burkina Faso, le Burundi, le Cameroun, l'Eswatini, le Gabon, la Gambie, le Ghana, la Guinée-Bissau, la Guinée équatoriale, le Lesotho, Madagascar, le Mali, la Mauritanie, la Namibie, le Niger, l'Ouganda, Sao Tomé-et-Principe, les Seychelles, le Togo, la Tunisie et la Zambie.

33. La Banque mondiale a fourni une assistance technique directe pour l'élaboration de comptes nationaux trimestriels en Angola et en Guinée équatoriale.

34. En 2022, l'Union du Maghreb arabe a organisé une réunion pour évaluer l'impact de la pandémie de COVID-19 sur l'établissement des comptes nationaux trimestriels. Les objectifs étaient les suivants : examiner les mesures appliquées dans les pays membres pour produire ou ajuster les comptes nationaux trimestriels pendant cette crise mondiale ; estimer l'ampleur de son impact ; et moderniser les méthodes de collecte de données tout en harmonisant les méthodes de calcul avec les pays membres de l'Union du Maghreb arabe.

## E. Développement du Système de comptabilité environnementale et économique

35. Le Système de comptabilité environnementale et économique (SCEE) est une norme statistique internationale visant à intégrer les comptes environnementaux et économiques. En appliquant la méthode SCEE, les pays peuvent évaluer la disponibilité et l'utilisation de leurs ressources environnementales dans le contexte de leurs économies respectives.

### 1. Situation actuelle

36. Comme le montre le tableau 1 ci-après, 28 % des pays du continent ont commencé à établir des comptes environnementaux et économiques. Alors que, selon une enquête menée en septembre 2020, une dizaine de pays étaient associés aux activités connexes, ils sont désormais 15. En général, les ressources humaines et financières sont rares ; et de nombreux pays africains rencontrent des difficultés pour recueillir les données, établir et diffuser les rapports et comptes environnementaux et économiques.

### 2. Activités

37. Sur la période 2020-2022, la CEA a coordonné les activités de renforcement des capacités du système statistique national du Gabon à mesurer et évaluer le capital naturel dans ses stratégies de développement dans le cadre d'un projet sur le Gabon et les objectifs de développement durable au-delà du pétrole : financer une transition rapide et durable d'une économie brune à une économie verte, financé par le Fonds commun visant à faciliter l'application du Programme 2030 par des politiques intégrées.

38. La Division de statistique a dirigé le processus de diffusion et de mise en œuvre de la comptabilité environnementale et économique et a été active en Afrique. Entre 2020 et 2022, la Division a travaillé, avec la participation du Kenya, du Mozambique et du Sénégal, sur des comptes thématiques dans le cadre central du SCEE. Elle a également dispensé une formation sur les comptes expérimentaux du SCEE et sur la plateforme d'intelligence artificielle pour l'environnement et la durabilité (« ARIES ») pour le SCEE, un outil qui produit rapidement des comptes d'écosystèmes transparents et normalisés – qui sont néanmoins personnalisables –, ainsi qu'un cours en ligne sur la comptabilité environnementale du SCEE, organisé en juin 2022 conjointement avec l'Institut de statistique pour l'Asie et le Pacifique, qui relève de l'ONU. En mai 2022, la Division a organisé une session de présentation d'ARIES pour le SCEE, pour la création rapide de comptes de capital naturel.

39. La Banque mondiale aide également le Ghana à établir des comptes d'actifs corporels pour les forêts et autres terres boisées, en utilisant le cadre du SCEE pour l'agriculture, la sylviculture et la pêche. Les Services statistiques du Ghana collaborent avec différentes institutions pour mettre en œuvre cette activité et ont préparé une note conceptuelle et une évaluation des besoins en matière de données.

40. Le développement de la comptabilité environnementale et économique se poursuit également en Afrique grâce aux activités de la communauté de pratique de la comptabilisation du capital naturel en Afrique, constituée de membres originaires de 24 pays africains. La Communauté de pratique a organisé des webinaires de partage d'expérience et des sessions de formation en ligne sur la comptabilité environnementale et économique, ainsi que des formations sur l'utilisation des comptes aux fins de la prise de décisions.

## **F. Programme de comparaison internationale**

41. Le Programme de comparaison internationale pour l'Afrique est géré par la Banque africaine de développement depuis 2002. C'est la première institution africaine à assumer cette fonction depuis la création du Programme au début des années 70 en tant qu'initiative statistique mondiale visant à produire des chiffres comparables au niveau international s'agissant des prix, de la valeur des dépenses et des estimations de la parité de pouvoir d'achat, dans le but de faciliter les comparaisons en termes réels de pays à pays pour les prix et les agrégats économiques. Cette démarche est particulièrement importante eu égard à la Zone de libre-échange continentale africaine.

### **1. Situation actuelle**

42. Le Programme de comparaison internationale pour l'Afrique a permis de mettre en place des moyens et un cadre pour le renforcement des capacités en matière de comptes nationaux, de statistiques sur les prix et les données économiques connexes dans les pays africains. Les organisations régionales et sous-régionales et les principaux centres de formation en statistique d'Afrique ont été associés à la mise en œuvre du programme.

### **2. Activités**

43. Sur la période allant de 2020 à juillet 2022, la Banque africaine de développement a mené des activités de renforcement des capacités concernant le Programme de comparaison internationale des comptes nationaux dans 50 pays, afin de renforcer l'expertise des comptables nationaux en matière de techniques de désagrégation du PIB pour les séries chronologiques 2017–2021 du Programme de comparaison internationale de 2021. L'assistance technique fournie aux pays a consisté à faire un état des lieux de l'étendue des économies africaines, et à apporter une aide méthodologique à la conduite d'enquêtes propres à permettre le calcul des comptes nationaux. La Banque a contribué à



l'élaboration de diverses directives et manuels opérationnels utilisés dans le cadre du Programme de comparaison internationale. Elle prévoit, au cours des années 2022 et 2023, de recueillir des données détaillées sur les composantes des dépenses du PIB et des prix des produits de base pour les séries 2017–2021 du Programme de comparaison internationale de 2021, et de renforcer les capacités de tous les statisticiens africains participant à cette activité.

## **G. Autre approche de la collecte de données relatives à l'indice des prix à la consommation**

### **1. Situation actuelle**

44. La pandémie de COVID-19 a posé des problèmes pour ce qui est de la collecte de données pour les statistiques des prix, qui, jusqu'alors avait principalement été effectuée dans le cadre d'enquêtes en face à face. En parallèle, elle a entraîné une augmentation de la demande de statistiques actualisées et précises nécessaires à l'élaboration de mesures de lutte adaptées et efficaces. Du fait de la pandémie de COVID-19, les organismes de statistique du monde entier ont modernisé leurs processus de collecte de données, tirant ainsi parti des avantages des nouvelles technologies, notamment le recours à des entretiens téléphoniques assistés par ordinateur, des entretiens individuels assistés par ordinateur, au moissonnage de données du Web et de données issues des lecteurs de codes-barres.

### **2. Activités**

45. En 2021 et 2022, en collaboration avec des organisations internationales et régionales et des partenaires de développement, notamment l'Université du Michigan, l'INSEE, l'Office for National Statistics du Royaume-Uni et le Partenariat mondial pour les données du développement durable, la CEA a organisé une série de webinaires régionaux sur les différentes méthodes de collecte de données sur les prix. Dans le cadre du suivi, le Centre africain pour la statistique dispose d'une équipe qui applique et adopte les techniques de l'entretien téléphonique assisté par ordinateur et de l'entretien individuel assisté par ordinateur pour la collecte de données permettant d'établir l'indice des prix à la consommation, et il aide actuellement le Ghana, le Lesotho, le Nigéria et la République-Unie de Tanzanie en la matière.

46. Le FMI a aidé l'Union économique et monétaire ouest-africaine, la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest et AFRISTAT à améliorer et à actualiser les méthodes d'établissement de l'indice harmonisé des prix à la consommation. À ce jour, le FMI a participé à un atelier destiné à l'examen de ces méthodes (mai 2022), et a organisé un atelier sur les méthodes en question (juillet 2022).

## **III. Publications**

47. La Commission de l'Union africaine a publié deux guides : « *GDP Compilation in African Countries : A Step-by-step Manual* », en mars 2021, et, en avril 2021, « *Methodology for compiling quarterly macroeconomic aggregates for the regional economic communities and the African Union* », tenant compte des aspects de correction des variations saisonnières.

48. La Banque africaine de développement a publié une analyse de l'évaluation de la production de statistiques à l'intention des pays africains francophones en 2021.

## **IV. Conclusions, prochaines étapes et questions à examiner**

### **A. Conclusions**

49. Au cours de la période considérée, des progrès importants ont été accomplis dans la mise en œuvre du SCN 2008, ainsi que des réalisations notables concernant les statistiques économiques connexes. Plus de 85 % des pays du continent ont désormais adopté le SCN 2008 ; 28 % se sont engagés dans cette transition depuis 2020. Quant aux autres, il faut leur apporter un soutien technique supplémentaire, de sorte que tous les États membres soient à jour avec le SCN 2008. En outre, la plupart des pays (90 %) ont produit au moins un tableau des ressources et des emplois, dont 81 % datent de 2010 et plus tard. Quelque 60 % des États membres œuvrent actuellement à la production de comptes trimestriels du PIB. Plusieurs pays en sont maintenant au stade de l'utilisation des tableaux des ressources et des emplois pour la production d'indicateurs des échanges en valeur ajoutée et pour l'inclusion de ces éléments dans la base de données mondiale sur les échanges en valeur ajoutée. Cela suppose qu'ils doivent améliorer la qualité de leurs tableaux des ressources et des emplois et des statistiques commerciales connexes, dont l'importance s'est considérablement accrue avec l'inauguration de la zone de libre-échange continentale africaine. Environ un tiers des pays ont établi et développé des comptes environnementaux et économiques en appliquant la méthodologie du SCEE, tandis que de nombreux pays se heurtent encore à des difficultés pour rassembler les données et les statistiques nécessaires à l'établissement de ces comptes et des rapports correspondants.

50. Les organisations internationales et régionales et les partenaires de développement ont alloué des ressources importantes au renforcement des capacités et à l'assistance technique pour aider les pays à passer au SCN 2008, à changer la base de référence du PIB (rebasage du PIB) et à appuyer l'élaboration des statistiques connexes. Les pays ont apporté leur propre contribution à cette allocation de ressources pour améliorer les comptes nationaux et les statistiques économiques connexes. Pourtant, ils se heurtent toujours au problème de l'insuffisance des ressources, que la pandémie de COVID-19 a encore aggravé. Cela explique pourquoi certains pays n'ont toujours pas les moyens de réaliser certaines opérations statistiques de base nécessaires au processus de rebasage du PIB.

51. Au cours des deux dernières années, grâce aux webinaires et aux télécommunications, les activités connexes ont pu être étendues à un plus grand nombre de participants, davantage d'experts et de spécialistes ont été associés et plus de pays ont pu participer activement.

52. À la suite de la pandémie de COVID-19 et de leurs efforts pour faire face à la pandémie et aux difficultés qu'elle a engendrées, les pays africains ont développé une forte résilience. Ils ont pris conscience de l'importance d'adopter des méthodes et des approches différentes pour améliorer leurs procédures de collecte et de traitement des données, ainsi que de regarder plus loin que le PIB, pour prendre en compte les questions d'actualité dominantes. Les pays sont encouragés à faire fond sur cette dynamique de transformation, à poursuivre les processus de dématérialisation et d'unification du continent, et à le mettre au diapason des normes internationales. De leur côté, les partenaires de développement sont instamment invités à continuer de fournir l'appui technique nécessaire à ces processus.

## B. Prochaines étapes

53. Il est proposé aux institutions panafricaines et à leurs partenaires d'agir dans les domaines suivants.

54. La Banque africaine de développement continuera à appuyer le rebasage du PIB au niveau des pays (Burundi, Égypte, Sao Tomé-et-Principe, République-Unie de Tanzanie et Tchad) et la mise en œuvre d'ERETES. Elle mènera également à bien des projets de renforcement des capacités statistiques, dont bénéficieront au moins trois pays en phase de transition, dans le domaine de la production et de la diffusion de l'indice des prix à la consommation et des séries chronologiques du PIB, dans le but d'améliorer la production par les systèmes statistiques nationaux de données de qualité aux fins de l'élaboration de politiques, de la planification et de la prise de décision efficaces et fondées sur des faits. En 2022 et 2023, la Banque prévoit de recueillir des données détaillées sur les différentes composantes du poste de dépenses du PIB et les prix des produits de base pour les séries chronologiques 2017-2021 du cycle 2021 du Programme de comparaison internationale, ainsi que de produire des données trimestrielles expérimentales sur la parité de pouvoir d'achat en Afrique à des fins de comparaison des économies africaines.

55. En janvier 2022, l'Union européenne et l'Union africaine ont lancé le deuxième programme panafricain de statistiques, financé par l'Union européenne. Le programme comporte plusieurs volets, dont un contrat de service qui aidera STATAFRIC à renforcer la capacité du système statistique africain dans trois domaines prioritaires, dont la comptabilité nationale.

56. Dans le cadre des activités de subvention prévues au titre du deuxième programme statistique panafricain visant à développer les statistiques économiques et commerciales dans les organismes nationaux de statistique africains sur la période allant de 2022 à 2025, l'INSEE prévoit d'apporter une aide aux pays pour le rebasage du PIB dans les cas où le passage au SCN 2008 n'est pas encore achevé. Ce soutien sera fourni dans des domaines tels que le backcasting, les bilans et les comptes financiers, les comptes satellites, y compris les comptes environnementaux, les comptes régionaux, la mise en œuvre d'ERETES dans de nouveaux pays, les aspects informatiques de la nouvelle version et les préparatifs du nouveau SCN 2025.

57. La CEA contribuera aux initiatives du Réseau de statisticiens économistes de l'ONU visant à voir plus loin que le PIB, et au programme mondial d'actualisation du SCN, en organisant des séminaires de formation et en fournissant une assistance technique. Elle soutiendra également la Communauté de pratique de la comptabilisation du capital naturel en Afrique, l'actualisation et l'analyse des statistiques sur les prix, et aidera les pays à adopter différentes méthodes et techniques pour la collecte des données. Le centre régional des Nations Unies bénéficiera également d'une aide dans le domaine de la science des données, ainsi que les organismes nationaux de statistique dans le cadre de projets sur la science des données, en vue de moderniser la collecte, la compilation, l'analyse et la diffusion des données.

## C. Questions à examiner

58. La Commission de statistique est invitée à faire connaître ses vues sur les points suivants :

a) Les initiatives qui devraient être proposées pour appuyer les efforts des pays n'ayant pas encore effectué la transition vers le SCN 2008, en vue de la prochaine actualisation ;

b) La participation des pays africains aux essais et à la mise en œuvre expérimentale de l'actualisation du SCN 2008 à l'échelle mondiale ;

c) L'utilisation des tableaux des ressources et des emplois et l'établissement et l'analyse des chaînes de valeur régionales et des indicateurs des échanges en valeur ajoutée à l'appui de la Zone de libre-échange continentale africaine ;

d) Les différents moyens de hiérarchiser et d'élaborer les statistiques et la comptabilité environnementales dans le contexte des processus actuels liés aux changements climatiques et conformément au programme international pour l'environnement ;

e) La participation, la coordination et le soutien en amont à la modernisation, la dématérialisation et l'harmonisation de la production de statistiques économiques dans la région.

Tableau 1

## État de la comptabilité nationale et du système de comptabilité environnementale et économique dans les pays

Pays	Situation actuelle			Fréquence d'actualisation des tableaux des ressources et des emplois			Année du dernier tableau des ressources et des emplois disponible	PIB trimestriel disponible ou non	Système de comptabilité environnementale et économique	
	Système de comptabilité nationale utilisé	Année de base du PIB réel	Tableaux des ressources et des emplois disponibles ou non	Tous les ans	Tous les deux ans	≥ 5 ans			Comptabilité établie	Prévu à l'avenir
Afrique du Sud	SCN 2008	2010	Oui	√			2019	Oui	Énergie, eau, forêts et écosystèmes des pêches	
Algérie	SCN 2008	2001	Oui	√			2020	Oui		Oui
Angola	SCN 1993	2002	Oui	√			2014	Oui		Oui
Bénin	SCN 2008	2015	Oui	√			2017	Oui		Non
Botswana	SCN 2008	2016	Oui			√	2016	Oui	Énergie, eau, ressources minérales	
Burkina Faso	SCN 2008	2015	Oui	√			2017	Oui		
Burundi*	SCN 2008	2015	Oui	√			2019	Oui	Énergie	
Cabo Verde	SCN 2008	2015	Oui	√			2016	Oui		Oui
Cameroun	SCN 2008	2015	Oui	√			2020	Oui	Compte expérimental des forêts	
Comores	SCN 1993	2007	Oui	√			2020	Non		Non
Congo *	SCN 1993	2016	Oui	√			2016	Non		Non
Côte d'Ivoire	SCN 2008	2015	Oui	√			2019	Oui		Non
Djibouti	SCN 2008	2013	Oui	√			2014			
Égypte	SCN 2008	2012	Oui		√		2016-2017	Oui		
Érythrée	SCN 1993	2006	Non					Non		
Eswatini	SCN 2008	2011	Oui			√	2017	Oui		Non
Éthiopie	SCN 2008	2015	Oui			√		Non		Non
Gabon*	SCN 2008	2019	Oui	√			2016	Non		Énergie, eau, forêts et pêches
Gambie	SCN 2008	2013	Non					Non		Non

Pays	Situation actuelle			Fréquence d'actualisation des tableaux des ressources et des emplois			Année du dernier tableau des ressources et des emplois disponible	PIB trimestriel disponible ou non	Système de comptabilité environnementale et économique	
	Système de comptabilité nationale utilisé	Année de base du PIB réel	Tableaux des ressources et des emplois disponibles ou non	Tous les ans	Tous les deux ans	≥ 5 ans			Comptabilité établie	Prévu à l'avenir
Ghana	SCN 2008	2013	Oui			√	2013	Oui	Énergie	
Guinée*	SCN 1993	2006	Oui	√			2020	Non		Énergie, eau, forêts et pêches
Guinée-Bissau	SCN 2008	2015	Oui	√				Non		Non
Guinée équatoriale	SCN 1993	2006	Oui	√			2017	Oui		
Kenya	SCN 2008	2016	Oui			√	2016		Énergie	Eau
Lesotho	SCN 2008	2012	Non					Oui		Non
Libéria	SCN 2008	2016	Oui			√	2008	Non		Non
Libye	SCN 1993	2013	Non					Non		Non
Madagascar	SCN 1993	2007	Oui			√		Oui		
Malawi	SCN 2008	2017	Oui			√	2017			Non
Mali	SCN 2008	2015	Oui	√			2019	Oui		Non
Maroc	SCN 2008	2007	Oui			√	2019	Oui	Forêts, eau	
Maurice	SCN 2008	2006	Oui			√	2018	Oui	Eau	
Mauritanie	SCN 2008	2014	Oui	√			2018	Non		Non
Mozambique	SCN 2008	2014	Oui			√	2017	Oui		Forêts et pêches
Namibie	SCN 2008	2015	Non					Oui	Eau, biodiversité	
Niger	SCN 2008	2015	Oui	√			2018	Non		Non
Nigéria	SCN 2008	2010	Oui			√	2010	Oui	Énergie	
Ouganda	SCN 2008	2016/17	Oui			√			Eau, terres, biodiversité, forêts	
République centrafricaine	SCN 1993	2005	Oui	√			2017	Non		Non
République démocratique du Congo*	SCN 1993	2005	Oui	√			2019	Non		Non
République-Unie de Tanzanie	SCN 2008	2015	Oui			√	2015	Oui		Oui

Pays	Situation actuelle			Fréquence d'actualisation des tableaux des ressources et des emplois			Année du dernier tableau des ressources et des emplois disponible	PIB trimestriel disponible ou non	Système de comptabilité environnementale et économique	
	Système de comptabilité nationale utilisé	Année de base du PIB réel	Tableaux des ressources et des emplois disponibles ou non	Tous les ans	Tous les deux ans	≥ 5 ans			Comptabilité établie	Prévu à l'avenir
Sao Tomé-et-Principe	SCN 2008	2015	Oui	√			2016	Oui		Non
Sénégal	SCN 2008	2014	Oui	√			2018	Oui	Forêts et ressources en bois	Oui
Seychelles	SCN 2008	2014	Oui			√	2014	Oui		Comptes des actifs monétaires
Sierra Leone	SCN 1993	2006	Non					Non		Non
Somalie	SCN 2008	2017	Non					Non		Non
Soudan	SCN 1968	1981/82	Non					Non		Non
Soudan du Sud	SCN 2008	2009	Non					Non		Non
Tchad	SCN 2008	2017	Oui	√			2018	Non		Non
Togo	SCN 2008	2016	Oui	√			2019	Non		Comptes des actifs corporels et monétaires
Tunisie	SCN 1993	2010	Oui	√			2020	Oui	Compte de l'eau 2000-2015	Compte des dépenses environnementales
Zambie	SCN 2008	2010	Oui			√	2010	Oui	Eau, terres, forêts	
Zimbabwe	SCN 2008	2016	Oui			√	2012	Non		Non

Note : \* Travaux en cours.

Source : Enquête de la CEA, mai 2022.

